A Kars, la main tendue vers l'Arménie

Description

La ville turque de Kars (souvent appelée Serhat Kars, Kars des confins, 90 000 habitants), dans l'extrême nord-est de la Turquie vit de plus en plus mal d'être coupée, à cause de la fermeture de la frontière avec l'Arménie, imposée en 1993 par Ankara au lendemain des premières victoires arméniennes au Haut-Karabakh, de son héritage « caucasien ».

Sous la houlette de son maire, Naif Alibeyoglu, elle entend renouer des liens avec le Caucase, c'est à dire d'abord avec l'Arménie. Les initiatives politiques locales ou économiques butent cependant contre le sur-place d'Ankara et les tergiversations d'Erevan.

Kars, ville à la croisée des chemins de l'histoire

A Kars, le Caucase paraît assez lointain lorsqu'on se promène dans les rues tirées au cordeau par l'administration russe entre 1880 et 1920. Il s'y décline cependant un peu partout, que ce soit aux devantures des Tekel bayii (échoppes où l'on vend de l'alcool), des gida pazari (épiceries), des cafés bondés en ce froid mois de janvier, ou tout simplement dans les esprits. L'ancienne présence russe se lit non seulement dans le plan de la ville mais aussi dans les immeubles en pierre de taille blonde disséminés dans une ville qui ressemble à la plupart des villes anatoliennes, si ce n'est les avenues un peu trop larges et ces quelques traces d'une histoire un peu compliquée.

La ville a été la capitale de la dynastie arménienne des Bagratides au 10e siècle avant que ceux-ci ne s'établissent à Ani, aujourd'hui en zone militaire turque, en bordure de l'Araxe qui sépare la Turquie de l'Arménie. Elle a été, par la suite, subjuguée par les Seldjoukides aux 11-12e siècles avant de passer successivement entre les mains de Tamerlan et de Shah Abbas. Le feld-maréchal Paskiévitch s'en empare au nom du Tsar en 1828 mais elle reste russe bien peu de temps et ce n'est qu'après la défaite des armées du Sultan lors de la guerre russo-turque de 1877-78 qu'elle passe sous l'autorité de Pétersbourg et ce, pour environ quarante ans[1].

On trouve encore au coin d'une rue, à quelques pas d'un centre-ville sur lequel veille une forteresse, un magasin où l'on vient se ravitailler en miel et en produits laitiers (qui font la réputation de Kars) qui porte le nom mêlé de russe et de turc de büyük zavotlar (grandes usines). L'ancienne cathédrale russe a elle, été partiellement démolie dans les années 20 puis transformée en 1985 en « Mosquée dédiée à la victoire » partageant ainsi le sort de l'église médiévale des Saints-Apôtres.

La composition actuelle de la population de la ville porte, elle aussi, les stigmates des revirements des fortunes militaires et des modifications du tracé de la frontière. On y trouve d'abord une petite moitié de Kurdes, pour partie alévis, des Azéris (arrivés tous deux pour la plupart à la fin des années 1910, au début des années 20), des Terekeme (Azéris de confession sunnite et de tradition plus rurale) et des Yerli (autrement dit les locaux, ceux qui sont considérés comme ayant toujours vécu à Kars). Naif Alibeyoglu, le maire de Kars (ANAP[2]), rappelle avec fierté ces entrecroisements de cultures, de coups du sort qui inscrivent, selon lui, Kars dans une histoire caucasienne avec laquelle il souhaiterait vivement que la région renoue. Le Caucase, dans l'esprit du maire, dans l'esprit de tous, ici, c'est d'abord l'Arménie et Gumri (ex-Leninakan), distantes de seulement quelques dizaines de kilomètres.

Fermeture de la frontière turco-arménienne: des retombées économiques négatives

Or, la frontière est fermée depuis 1993, lorsque le gouvernement d'Ankara alors dirigé par Süleyman Demirel, a décrété un embargo contre l'Arménie, en réaction aux offensives arméniennes dans le Haut-Karabagh et par solidarité avec l'Azerbaïdjan d'Aboulfaz Elchibey. Cette frontière qui, même au cours des plus sérieux frimas de la guerre froide n'avait jamais vraiment été hermétique, est devenue du jour au lendemain un mur impénétrable. Le président de l'association

des hommes d'affaires et des entrepreneurs de Kars (KASIAD), rappelle qu'à l'époque soviétique les échanges étaient importants et que l'indépendance de l'Arménie leur a donné un coup de fouet de fin 1991 à courant 1992-1993, jusqu'à ce que la frontière soit fermée.

Selon Arsen Ghazarian, vice-président du Comité turco-arménien pour le développement des relations économiques -créé en 1997 avec un homme d'affaires turc, Kaan Soyak-, le volume annuel des échanges entre la Turquie et l'Arménie avoisine les 100 millions de dollars et pourrait être aisément multiplié par cinq ou six si la frontière était ouverte. Les produits turcs écoulés aujourd'hui sur le marché arménien transitent par la Géorgie (via les ports de Batoumi ou de Poti) ou par l'Iran pour contourner l'embargo. Ceci étant dit, du côté turc, seuls les grands groupes -qui peuvent, à l'instar de KalGroup basé à Trabzon, dissimuler ces exportations par le jeu des filialisations- ont les reins assez solides pour tenter l'aventure.

Les entrepreneurs régionaux turcs hésitent à franchir le pas, craignant d'être les victimes des prélèvements arbitraires des douaniers ou des bandits géorgiens. Du coup, ce sont les marchands iraniens qui tirent leur épingle du jeu en revendant à bon prix, à Erevan, des produits achetés à Dogubeyazit. L'ouverture de la frontière turco-arménienne profiterait surtout à l'Arménie, saignée à blanc par le blocus imposé par la Turquie. Elle permettrait à Erevan de s'ouvrir sur les marchés mondiaux, de rompre avec son enclavement et d'importer à meilleur prix les produits de première nécessité. Erdal Saral, de KalGroup -le principal exportateur turc (de céréales, notamment) en Arménie- rappelle que le transit via la Géorgie renchérit de façon significative le coût des marchandises. Le coût de l'acheminement d'un camion de Trabzon à Erevan via Batoumi et Akhaltsike est actuellement de l'ordre de 3500 dollars alors qu'il ne serait probablement que de 1000 dollars si la frontière était ouverte[3]. L'ouverture de la frontière permettrait aussi de dynamiser l'économie des régions turques d'Ardahan, Kars ou Igdir, principalement tournée vers l'élevage.

A Kars, on ne dispose pas de chiffres fiables mais on estime que le taux de chômage dépasse 50%. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que, de part et d'autre de la frontière, les hommes d'affaires militent pour la levée de l'embargo. De fait, les contacts existent depuis longtemps entre Turcs et Arméniens: ils ont été pour la plupart tissés au cours des années 80, et à Kars, on continue de les entretenir: « On s'appelle pour les fêtes, pour s'échanger les voeux ». Une bonne partie des interlocuteurs arméniens des entrepreneurs de Kars connaissent d'ailleurs encore suffisamment le turc pour que les contacts soient facilités. Arsen Ghazarian et Kaan Soyak, du Comité Turco-Arménien pour le développement des relations économiques, font de leur mieux -à Erevan, Ankara, Istanbul ou New-York (auprès de la diaspora)- pour que des relations économiques se nouent entre les deux pays.

Pour ce faire, ils multiplient les activités: organisations de voyages d'hommes d'affaires turcs en Arménie, d'un spectacle du ballet national d'Arménie dans une grande salle de concert à Istanbul en décembre dernier, financement de CD de musique arménienne diffusés en Turquie. Le Comité ne se contente cependant pas de cela. Il multiplie aussi les contacts avec des officiels arméniens et turcs et a rédigé une liste de propositions variées: coopération universitaire, exportation d'énergie, réouverture de la voie ferrée entre Kars et Erevan, développement du tourisme sur les lieux de mémoire arméniens dans l'est de la Turquie, ou même projet de constitution d'une commission mixte d'historiens turcs et arméniens. Kaan Soyak regrette, néanmoins, le désintérêt quasiment continu d'Ankara pour la question. Or, dans le domaine, tout progrès est suspendu à une décision politique.

Ankara-Kars: du statut quo aux tensions politiques

A la mairie de Kars, Naif Alibeyoglu en est lui aussi, réduit à attendre un signal positif du gouvernement. Il en va du sort de sa ville. Les villes d'Igdir (à 160 km au sud-est) et d'Ardahan (à 120 km au nord-est), qui historiquement et jusqu'à récemment appartenaient à la zone d'influence économique et administrative de Kars, se sont ces dernières années complètement émancipées, la première profitant de sa proximité avec l'enclave azérie du Nakhitchevan, la seconde de l'ouverture d'un second poste frontière avec la Géorgie.

A l'échelon local, souligne-t-il, « quasiment tout le monde veut que la frontière rouvre. Il n'y a pas de clivage politique sur la question. Que l'on soit du MHP[4] ou de l'ANAP n'y change strictement rien ». Vue d'Ankara, l'équation est évidemment différente. Alibeyoglu identifie plusieurs raisons pour expliquer le statu-quo. Il faut d'abord compter, dit-il, avec l'efficacité du réseau des Karadenizli (des gens de la mer Noire) qui sont plus proches de l'Etat central, mieux

infiltrés, mieux représentés et qui profitent directement de la fermeture de la frontière. Süleyman Demirel, de par ses options turquistes, a constitué un autre obstacle: l'ancien président avait noué des relations étroites avec son homologue azerbaïdjanais Haydar Aliev et il était hors de question de les compromettre en faisant un signe d'ouverture en direction d'Erevan. Désabusé, le maire regrette le climat ambiant: « dès qu'on déclare vouloir établir des relations avec l'Arménie, on est accusé d'être un traître à la patrie ». Lui-même en a fait les frais.

Depuis son élection, il a multiplié les initiatives pour donner à sa ville une assise caucasienne, en s'appuyant sur la présence d'une université -créée en 1992 et qui porte justement le nom de Kafkas Universitesi (Université du Caucase)- qui a noué des partenariats avec les universités de Bakou et de Tbilissi, puis a organisé du 27 au 29 juin 2000, une conférence régionale. Dans l'esprit de la municipalité, il s'agissait surtout de saisir au vol la proposition d'un pacte de stabilité pour le Caucase, formulée en janvier 2000 par Demirel, un pacte qui inclurait aussi les Arméniens.

L'expulsion de la délégation de membres officiels de la municipalité de Gumri juste avant l'ouverture de la conférence, puis la condamnation, par le ministre de l'Intérieur (une enquête est toujours en cours), de la signature d'un accord de jumelage entre Kars et Gumri -d'ailleurs sévèrement critiquées par une partie de la presse qui appelait au dialogue turco-arménien- ont cependant laissé un goût quelque peu amer. Naif Alibeyoglu a néanmoins choisi de rééditer l'expérience cette année en préparant, toujours pour le mois de juin, la tenue d'un festival culturel caucasien au tour apparemment plus culturel mais qui ne se privera pas de déborder sur la politique et l'économie.

Par Ertan KITAPCIYAN

[1] H. F. B. LYNCH, Armenia, Travels and Studies (2 vol.), New York, Armenian Prelacy
[2] Anavatan Partisi, Parti de la mère patrie, fondé par Turgut Özal, au lendemain du pronunciamiento du 12 septembre 1980, centre-droit. L'ANAP, désormais dirigé par Mesut Yýlmaz (Premier ministre pour quelques mois en 1991, 1996 puis du 30 juin 1997 au 11 janvier 1999), participe au gouvernement de coalition avec le MHP de Devlet Bahçeli et le DSP de Bülent Ecevit
[3] RFE/RL, « Armenia: Turkish Firms Pioneers Business », 29 juillet 1999
[4] MHP (Milliyetçi Hareket Partisi, Parti de l'Action Nationale), parti ultra nationaliste fondé en 1969 par Alparslan Tûrkes.

Retour en haut de page

date créée
01/05/2001
Champs de Méta
Auteur-article : Ertan KITAPCIYAN